

A_2022_8

ARRETE portant BONIFICATION D'ANCIENNETÉ EXCEPTIONNELLE de Madame CROIZARD Céline

Adjoint administratif territorial

Monsieur le Maire d'AUSSAC-VADALLE

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié avec effet du 01/01/2007 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjointes techniques territoriales,
Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 avec effet du 01/01/2017 fixant l'échelle indiciaire applicable à ce grade,
Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 avec effet du 01/01/2017 fixant la durée de carrière applicable à ce grade,
Vu le décret n° 2021-1818 du 24 décembre 2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle,
Considérant que Madame CROIZARD Céline est adjoint administratif territorial de 4ème échelon, I.B./371 (I.M./343), relevant de l'échelle C1,
Considérant qu'il convient d'attribuer une bonification exceptionnelle d'un an à Madame CROIZARD Céline à compter du 01/01/2022,

ARRETE

ARTICLE 1 : La situation de Madame CROIZARD Céline est modifiée comme suit à compter du 01/01/2022 :

Situation actuelle	Situation nouvelle
A compter du 01/01/2022 Adjoint administratif territorial 4ème échelon Indice Brut : 371 Indice Majoré 343 Echelle C1 Soit un reliquat de 10 mois 22 jours	A compter du 01/01/2022 Adjoint administratif territorial 4ème échelon Indice Brut : 371 Indice Majoré : 343 Echelle C1 Soit un reliquat de 1 an 10 mois 22 jours

ARTICLE 2 : La secrétaire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée,

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à AUSSAC-VADALLE
Le 07 février 2022



Le Maire
Gérard LIOT

Monsieur le Maire - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, - informe qu'en application des dispositions du décret N° 65-29 du 11 Janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télerecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Notifié le 07 février 2022

Signature de l'agent